

Tendances du financement international en faveur de l'inclusion financière

L'enquête du CGAP de 2015 sur les bailleurs transnationaux fait état des engagements des plus grandes sources internationales de financement en faveur de l'inclusion financière au 31 décembre 2014¹. Le CGAP effectue cette enquête chaque année depuis 2008, et le fait en partenariat avec le Microfinance Information Exchange (MIX) depuis 2012.

Le financement en faveur de l'inclusion financière est resté stable en 2014, bien que l'affaiblissement de l'euro ait causé un léger recul en termes de dollars (voir encadré 1). Les bailleurs ont insisté plus qu'au cours des enquêtes précédentes sur le fait que d'autres priorités mondiales rendaient plus difficile la promotion de l'inclusion financière au sein de leur organisation. Néanmoins, leurs engagements ont en général suivi la même tendance qu'au cours des années antérieures, les fonds étant destinés en majorité aux prestataires de services financiers (PSF) au détail, et la moitié de l'ensemble des engagements prenant la forme de prêts. Les services financiers numériques ont suscité un regain d'intérêt, et on a observé une croissance rapide et soutenue des financements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Les bailleurs ont indiqué qu'à l'avenir, ils comptent accroître leur aide financière en faveur de l'Afrique subsaharienne et continuer de mettre l'accent sur le soutien aux PSF ainsi que sur les systèmes de paiement et les programmes de protection des consommateurs.

Les engagements de financement sont restés stables à 31 milliards de dollars en 2014

Après avoir augmenté régulièrement au cours des années antérieures, le financement international en faveur de l'inclusion financière semble avoir plafonné à 31 milliards de dollars en 2014. Cette donnée concorde avec les tendances de l'aide publique au développement (APD) dont a fait état l'OCDE et qui donnent à penser que l'aide internationale (tous secteurs de développement confondus) se serait stabilisée pendant cette période².

Le ratio financements publics / financements privés est resté largement le même, les financements publics représentant 72 % du total (voir figure 1).

Les 23 bailleurs qui ont participé à l'enquête de 2015 représentaient 66 % du nombre total estimé de bailleurs pour cette année³. Les engagements des 21 bailleurs qui ont participé chaque année ont affiché une croissance de 3 % en dollars de 2013, laquelle s'est cependant traduite par un faible recul attribuable à l'affaiblissement de l'euro à la fin de 2014. Ce taux de croissance de 3 % est inférieur à ceux observés au cours des années précédentes (par exemple, 8 % en 2013 et 13 % en 2012), mais cette baisse est due en partie à la clôture de certains projets de grande envergure⁴.

Cependant, certains bailleurs ont aussi fait état d'un glissement des priorités en faveur d'autres domaines du secteur financier. Il importe de souligner que la stagnation des financements ne s'est pas observée chez tous les

Encadré 1. Taux de change

De décembre 2013 à décembre 2014, l'euro a reculé de plus de 10 % par rapport au dollar. Il s'agissait de la plus forte variation enregistrée d'une année sur l'autre depuis que cette enquête est réalisée. Cette dépréciation complique l'interprétation des données étant donné que les tendances affichées par les financements sont exprimées en dollars, alors que 40 % environ des engagements pris cette année concernent des bailleurs de la zone euro. En valeur nominale, les engagements de ce groupe de bailleurs ont en réalité augmenté de 4 % de 2013 à 2014. Cependant, une conversion en dollars laisse apparaître une tendance à la baisse. Deux faits sont à retenir lors de l'analyse des données de cette année.

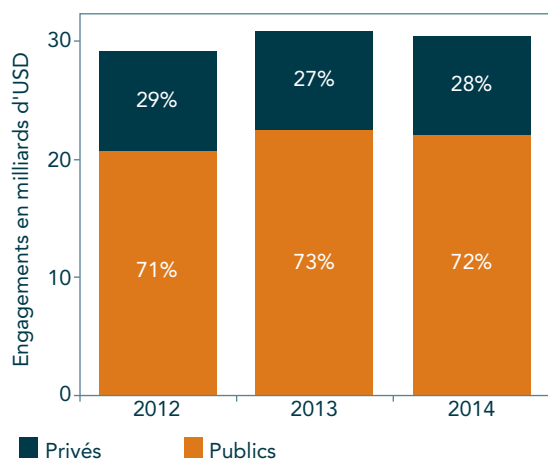
Premièrement, les bailleurs interrogés dans le cadre de l'enquête font état de leurs engagements, et non de leurs décaissements. Beaucoup de projets durent plusieurs années, avec des décaissements qui s'étalent aussi sur plusieurs années. En conséquence, les répercussions des fluctuations de change observées en 2014 risquent de s'atténuer lorsqu'elles seront réparties sur la durée de vie des projets. Dans d'autres cas, les bailleurs choisiront peut-être de renégocier les projets et d'ajuster leurs engagements au fil du temps pour tenir compte des fluctuations du taux de change.

Deuxièmement, en libellant tous les financements en dollars des États-Unis, nous accordons la priorité au taux de change EUR-USD. Toutefois, il faudrait pour déterminer la valeur réelle des engagements pour les bénéficiaires des projets suivre les fluctuations des taux de change entre la monnaie nationale du bailleur et toutes les monnaies nationales des pays où les projets sont mis en œuvre. Dans un souci de simplicité, nous déterminons tous les engagements en utilisant la monnaie nationale du bailleur (USD, EUR et GBP dans l'enquête de cette année), et en calculons ensuite le total en dollars.

Note : Tous les graphiques de la présente note utilisent les taux de change annualisés de fin d'exercice.

- 1 Les engagements correspondent aux fonds approuvés pour un projet ou un investissement particulier, qu'ils aient ou non été décaissés.
- 2 L'OCDE recueille des données sur l'APD auprès des 28 pays membres de son Comité d'aide au développement (CAD). Pour en savoir plus, consulter le site <http://www.oecd.org/newsroom/development-aid-stable-in-2014-but-flows-to-poorest-countries-still-falling.htm>.
- 3 Pour estimer le nombre total de bailleurs, on combine les données de l'échantillon de l'année actuelle aux estimations fondées sur les tendances de l'année précédente (56 bailleurs) et aux données de l'enquête Symbiotics sur les véhicules d'investissement en microfinancement (VIM).
- 4 Comme l'enquête présente un instantané des engagements pris au 31 décembre 2014, certains projets en cours de refonte ou de renégociation ont été signalés comme « clos » dans les présentations transmises par les bailleurs.

Figure 1. Engagements internationaux estimés en faveur de l'inclusion financière (milliards d'USD)



Sources : Enquête du CGAP sur les bailleurs transnationaux, 2012–2015 ; enquête de Symbiotics sur les VIM, 2012–2015

bailleurs ; plusieurs ont augmenté leur contribution, d'autres l'ont réduite, et les autres l'ont maintenue telle quelle. Ces variations individuelles se sont neutralisées pour donner un résultat global relativement stable.

Enjeux fluctuants, mais priorités stables

Au cours des deux enquêtes précédentes portant sur les années 2012 et 2013, les bailleurs jugeaient que l'adaptation de leur stratégie comptait parmi leurs défis les plus pressants. Cette année, ils ont plutôt insisté sur le fait que d'autres dossiers d'intérêt mondial — par exemple, le changement climatique, les migrations et l'instabilité monétaire — rendaient plus difficile la promotion de l'inclusion financière au sein de leurs organisations. Nombre d'entre eux ont réagi en mettant l'accent sur le rôle de l'inclusion financière dans la réalisation d'autres objectifs de développement, mentionnant les chevauchements de plus en plus nombreux entre l'inclusion financière et d'autres priorités telles que le « financement vert » ouvert à tous, les services financiers numériques dans le contexte des catastrophes et des conflits, et la promotion d'une connaissance plus approfondie des liens entre l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique.

Outre le défi représenté par la promotion interne de l'inclusion financière, les bailleurs publics ont mentionné la réduction de leurs budgets globaux et la piètre performance

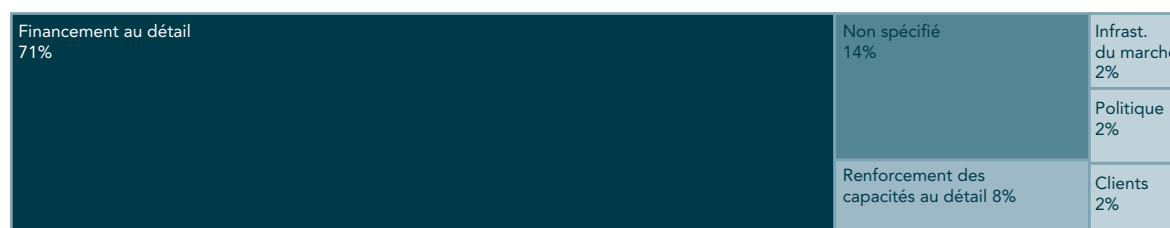
des portefeuilles due aux difficultés opérationnelles rencontrées par leurs partenaires ou les bénéficiaires de leurs investissements. Les bailleurs de fonds privés ont de leur côté indiqué que l'absence de capitaux appropriés d'un bout à l'autre du spectre risque-rendement et l'insuffisance des possibilités d'investissement constituaient leurs deux principaux obstacles, selon les conclusions d'une enquête menée en 2015 par J.P. Morgan et le Global Impact Investing Network (GIIN) auprès des investisseurs à impact (Saltuk et al., 2015). L'enquête a également dévoilé que le secteur de la microfinance est celui pour lequel le plus grand nombre d'investisseurs comptent réduire leurs allocations en 2015, comparativement à des secteurs comme ceux de l'énergie et de l'agriculture, où la majorité des investisseurs comptent accroître leurs allocations. Il était en revanche prévu que les allocations en faveur des services financiers (autres que la microfinance) augmenteraient, ce qui pourrait refléter une transition du microcrédit traditionnel à une inclusion financière plus large.

En dépit de cette évolution et des fluctuations des enjeux dont ont fait état les bailleurs, les tendances affichées par les engagements sont restées relativement stables par rapport à celles des années antérieures, le financement des services financiers au détail continuant de dominer l'allocation thématique du financement international, comme l'illustre la figure 2. Environ 70 % de l'ensemble des fonds servent au financement du portefeuille de prêts des PSF. Une autre tranche de 8 % est destinée au renforcement des capacités des institutions financières — notamment par le biais d'une amélioration des opérations, de la gestion et de la gouvernance des PSF.

Comme par les années passées, les bailleurs ont aussi réservé 2 % de leurs portefeuilles d'inclusion financière à des projets visant à renforcer les capacités financières des clients pauvres. La majorité des fonds consacrés à cette fin (environ 60 %) transitent par les divers États. Une autre portion de 4 % du total des financements en faveur de l'inclusion financière sert à l'amélioration de l'infrastructure du marché et du cadre politique. (Pour en savoir plus, voir l'ensemble de données interactives à l'adresse <http://www.cgap.org/data/international-funding-financial-inclusion-2015>).

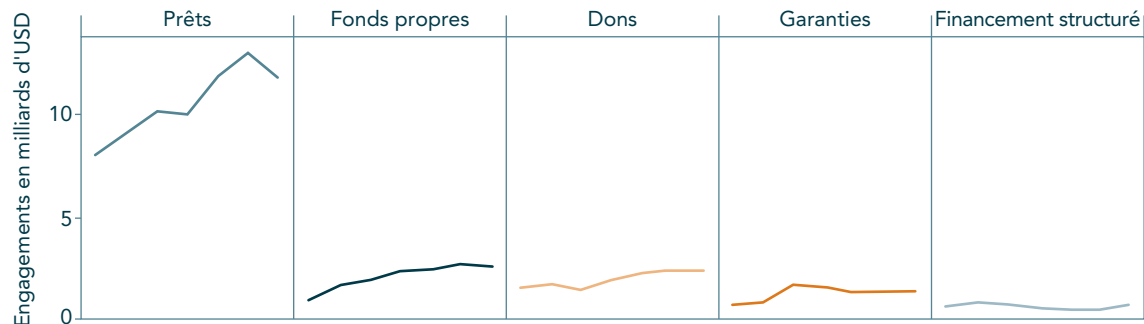
Étant donné la nature différente des interventions aux divers niveaux du secteur financier, les données sur les volumes de financement risquent de ne pas brosser un tableau complet des engagements des bailleurs en faveur

Figure 2. Engagements par catégorie d'objectifs – décembre 2014



Source : Enquête du CGAP sur les bailleurs transnationaux 2015, N = 23 bailleurs

Figure 3. Tendances des engagements internationaux par instrument (en milliards de dollars), 2008–2014



Source : Enquête du CGAP sur les bailleurs transnationaux 2009–2015, N = 21 bailleurs

de l'inclusion financière. Les projets de financement au détail nécessitent d'ordinaire un apport important de fonds, tandis que ceux portant sur le renforcement des capacités et l'amélioration de l'infrastructure du marché et du cadre politique présentent un coût d'investissement moindre, mais exigent plus de connaissances et un engagement plus étroit à l'égard des bénéficiaires. Ainsi, une analyse fondée plutôt sur le nombre de projets peut offrir un point de vue différent sur les priorités des bailleurs. Sur les 2 235 projets en cours d'exécution en 2014, 7 % incluaient une composante axée sur le renforcement des capacités des clients (comparativement à 2 % pour le volume de financement), 13 % visaient à améliorer le cadre politique, et 15 % mettaient l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure du marché pour favoriser l'inclusion financière.

Les financements prennent en majorité la forme de prêts, tandis que le tiers des projets comportent un élément de don

Malgré une diminution de 9 % en valeur réelle en 2014, les prêts continuent de dominer largement les autres instruments de financement utilisés par les bailleurs dans l'échantillon, reflétant l'importance que ces derniers accordent au financement des PSF. L'affaiblissement de l'euro est responsable des deux tiers de la diminution, et la clôture de plusieurs projets d'envergure explique le reste. Les financements par apports en fonds propres et en dons, qui arrivent au deuxième et au troisième rang en importance, correspondent chacun au cinquième des engagements sous forme de prêts, comme l'illustre la figure 3. Les bailleurs acheminent les fonds propres principalement par le biais des intermédiaires d'investissement en microfinance (IIM) ; les dons sont principalement destinés aux bénéficiaires appartenant à la catégorie « Autres », qui inclut les prestataires de services et les facilitateurs du marché.

Le tiers environ des projets en cours d'exécution en 2014 (763) contenaient un élément de don⁵. Ces projets visent souvent les micro et petites entreprises (121), la

finance rurale et agricole (112) et la finance numérique (60). Un examen plus attentif permet de constater que les dons servent principalement au renforcement des capacités des prestataires de services. Environ 15 % des dons sont alloués directement aux PSF, le reste étant acheminé aux administrations publiques, aux prestataires de services et aux facilitateurs du marché qui utilisent les fonds pour l'amélioration des opérations (199 projets), l'aide à la gestion et à la gouvernance (141 projets) et le renforcement des capacités des PSF (130 projets).

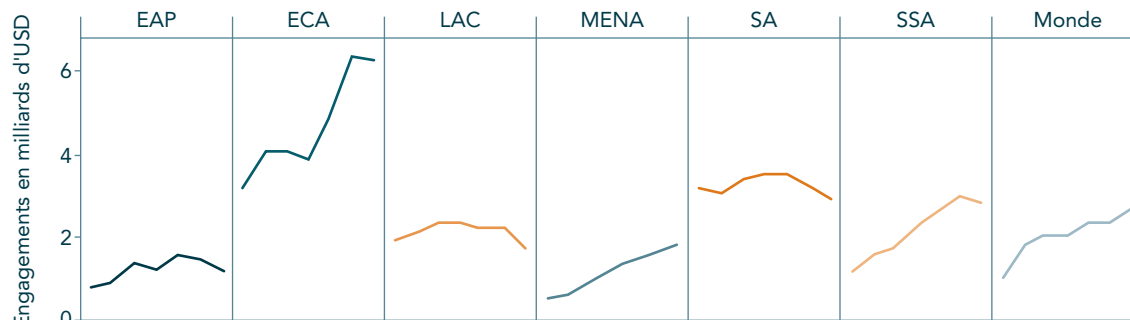
La région MENA fait état d'une croissance soutenue, tandis que l'aide financière aux pays de la région ECA occupe toujours une place prépondérante

La région Europe de l'Est et Asie centrale (ECA) reste celle qui reçoit la majeure partie des financements en volume (31 % des engagements en 2014), mais l'Afrique subsaharienne est la région qui fait l'objet du plus grand nombre de projets (553).

Les fluctuations du taux de change et la clôture de plusieurs projets d'envergure impliquant des intermédiaires locaux ont entraîné une réduction des financements en faveur de la région ECA, de l'Asie du Sud (SA) et de la région Amérique latine et Caraïbes (LAC). Cependant, et contrairement au cas de la région LAC, où les initiatives d'inclusion financière ont atteint un degré de maturité suffisant pour leur permettre de recourir massivement aux financements locaux, le nombre de projets dans les régions ECA et SA continue de croître, même si le volume des financements diminue. Ces tendances donnent à conclure que les bailleurs ont adapté leurs stratégies dans ces régions en préférant accorder des financements moins importants à un nombre plus grand de projets.

Même en tenant compte des taux de change, les financements en faveur de la région MENA ont sensiblement augmenté, comme l'illustre la figure 4, et c'est dans cette région qu'ils continuent d'augmenter le

⁵ Chaque projet peut compter de multiples instruments.

Figure 4. Tendances des engagements internationaux par région (en milliards de dollars), 2008–2014


Source: Enquête du CGAP sur les bailleurs transnationaux 2009–2015, N = 21 bailleurs

plus rapidement. Les financements en faveur de l'Afrique subsaharienne ont aussi augmenté en termes nominaux, mais pas aussi rapidement que dans la région MENA.

Les dons représentent le tiers des 3 milliards de dollars d'aide financière accordés à l'Afrique subsaharienne, soit une portion beaucoup plus grande que dans les autres régions. Les projets visent à renforcer les capacités des PSF, à exploiter des technologies qui leur permettront d'offrir un éventail plus large de services, et à favoriser une plus grande transparence. La finance numérique est un thème central des interventions lancées dans la région (voir encadré 2).

Par ailleurs, le nombre de projets mondiaux ou couvrant plusieurs pays a sensiblement augmenté en 2014. Les financements mondiaux sont acheminés en majeure partie par le truchement des IIM, bien que les engagements en faveur d'autres types de bénéficiaires soient eux aussi en hausse. Ces projets visent principalement à offrir des solutions de financement numérique, à améliorer les services essentiels et à fournir des orientations sur la protection des clients.

Perspectives d'avenir

Malgré le ralentissement observé de la croissance des financements en volume, la majorité des bailleurs ont indiqué qu'ils s'attendent à augmenter ou à maintenir leurs engagements à l'avenir. En plus de continuer de mettre l'accent sur le financement au détail, les bailleurs comptent se pencher sur les systèmes de paiement et la protection des consommateurs. À l'échelle régionale, les bailleurs ont indiqué qu'ils comptent accroître leurs investissements en faveur de l'Afrique subsaharienne au cours des trois prochaines années et qu'ils ont principalement pour objectifs de renforcer les capacités du secteur de détail et d'élargir l'éventail de produits et de services.

Au cours des quelques dernières années, la communauté des promoteurs de l'inclusion financière a porté davantage son attention sur les possibilités d'élargissement rapide de l'accès et de l'utilisation des services financiers numériques. Nous avons par ailleurs assisté à un renforcement des liens entre l'inclusion financière et d'autres objectifs de

OVERSET

Encadré 2. Finance numérique

Au cours des récentes années, la numérisation des services financiers a attiré l'attention de nombreux bailleurs dans de nombreux marchés. Les services financiers numériques, qui prenaient d'abord la forme de services d'encaissement/décaissement de personne à personne (l'exemple le plus connu étant M-PESA au Kenya), ont évolué pour devenir des canaux polyvalents capables de gérer les paiements d'État à particulier, les porte-monnaie électroniques, et même l'octroi de prêts. L'enquête de 2015 réalisée auprès des bailleurs de fonds a demandé à ces derniers d'indiquer les projets contenant des éléments axés sur la finance numérique. Bien que les données ne permettent peut-être pas de couvrir l'ensemble des projets pertinents, elles donnent tout de même un aperçu de ce domaine en constante évolution.

Les bailleurs ont fait état d'un total de 97 projets visant à élargir les services financiers numériques. Plus de la moitié de ces projets (51) sont réalisés en Afrique subsaharienne, et dans la moitié de ces derniers, l'aide financière est acheminée par le biais des gouvernements nationaux. Les financements en faveur des services financiers numériques proviennent d'ordinaire de fondations et d'organisations multilatérales. Bien que ces projets puissent poursuivre d'autres objectifs en sus de la prestation de services financiers numériques, ils visent principalement à améliorer les opérations, à renforcer la réglementation et la surveillance, et à promouvoir la communication des informations et la transparence.

⁶ Contrairement à l'approche traditionnelle de financement qui met l'accent sur le renforcement des institutions, une approche axée sur les systèmes de marchés encourage les bailleurs à mettre l'accent sur les changements systémiques dans leurs investissements et leurs interventions. Pour en savoir plus à ce sujet, prière de consulter les nouvelles directives du CGAP à l'intention des bailleurs de fonds à l'adresse <http://www.cgap.org/publications/new-funder-guidelines-market-systems-approach-financial-inclusion>.

AUTEURS :

Matthew Soursourian et Edlira Dashi, avec la collaboration de Eda Dokle

OVERSET FROM PAGE 4

développement mondial. En même temps, beaucoup de bailleurs ont adopté pour leurs interventions une approche axée sur les systèmes de marchés⁶ qui influera sur la manière dont ils distribuent leurs financements à l'avenir. Il est à prévoir que les financements en faveur des solutions numériques augmenteront à l'avenir, tout comme les financements en faveur de projets transsectoriels et des bénéficiaires au-delà des PSF.

Méthodologie

La présente note s'appuie sur les données de l'enquête de 2015 effectuées par le CGAP sur le financement transfrontalier de la microfinance réalisée en partenariat avec le Microfinance Information Exchange (MIX). Chaque année, l'enquête alterne entre un échantillon complet de bailleurs (50+) ou un plus petit échantillon (20+). Pour la présente enquête fondée sur les données de 2014, le CGAP a recueilli des données auprès de 23 bailleurs de fonds internationaux dont les engagements

représentaient 85 % des financements lors de l'enquête de l'année précédente (effectuée auprès de 56 bailleurs). Les tendances pluriannuelles sont fondées sur les 21 bailleurs de fonds qui ont communiqué leurs données chaque année depuis 2009. Le total est estimé en combinant les données de nos échantillons aux données publiées dans le rapport de l'enquête Symbiotics sur les véhicules d'investissement en microfinancement (VIM) (www.syminvest.com). On trouvera sur le site Web www.cgap.org/data des informations supplémentaires utiles sur la méthode.

Référence

Saltuk, Yasemin, Ali El Idrissi, Amit Bouri, Abhilash Mudaliar et Hannah Schiff. 2015. « Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey ». New York: J.P. Morgan et GIIN, 4 mai. <http://www.thegiin.org/knowledge/publication/eyes-on-the-horizon>